

Projet de programme du 18 novembre

Séminaire eau et climat : Comment se parlent scientifiques et politiques pour agir ?

Le 3 février 2015, Paris

Journée animée par Denis Cheissoux, journaliste à France Inter

Accueil et introduction 9:30-9:45

Accueil – introduction générale

Serge Lepeltier – Ancien ministre

Introduction thématique

Elisabeth Dupont Kerlan – Directrice générale de l'Onema

1^e session plénière 9:45 – 10:30

INFORMER SUR LES CONSEQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

5^e rapport du GIEC, impact du changement climatique et adaptation des hydrosystèmes

Jean Jouzel – IPSL

L'impact du changement climatique sur les ressources en eau/interdépendance des écosystèmes sur les bassins versants français

Florence Habets – UPMC

Impact du changement climatique sur les poissons d'eau douce

Nicolas Poulet – Onema

2^e session plénière : table ronde 10:30 – 11:30

PLANIFIER EN CONTEXTE INCERTAIN

La décision en contexte incertain lié au changement climatique

Stéphane Hallegatte – Banque mondiale (*)

Le changement climatique et l'élaboration des SDAGE : Changement climatique et gestion de l'eau sur le bassin Seine-Normandie

Michèle Rousseau – Directrice générale Agence de l'eau Seine-Normandie

L'adaptation au changement climatique à la Martinique

Madeleine Jouye de Grandmaison, ex-présidente du Comité de bassin de la Martinique (*)

Les avis de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Denis Baupin – Vice-président de l'Assemblée nationale (*)

PROJET

Projet de programme du 18 novembre

La prise en compte du changement climatique dans la stratégie du Conservatoire du littoral

Viviane Le Dissez – Présidente du Conservatoire du littoral (*)

L'eau dans la ville : prise en compte des incertitudes liées au changement climatique dans les aménagements urbains

Hervé Paul - Maire de Saint Martin du Var

Pause café/thé 11:30 –11:45

3^e session plénière : table ronde 11:45 – 13:00

LES OUTILS POUR L'ACTION

Les outils d'information sur eau, agriculture, forêt : plate-forme d'information développée par l'Inra

Jean-François Soussana –
Directeur scientifique INRA

Les outils de mise à disposition d'informations sur le changement climatique : DRIAS, PRODIGUER...

Patrick Josse – Directeur de la climatologie Météo-France

L'information sur l'adaptation : l'Onerc et la plate-forme européenne sur l'adaptation au changement climatique

Nicolas Bériot – Secrétaire général de l'Onerc

Le plan national d'adaptation au changement climatique dans la stratégie du bassin Loire-Bretagne

Serge Lepeltier – Ancien ministre

Garonne 2050 : définir une stratégie d'adaptation à partir de l'évaluation des impacts des scénarios à 2050

Martin Malvy – Président du comité de bassin Adour-Garonne (*)

Le plan d'adaptation au changement climatique dans le bassin Rhône-Méditerranée

Michel Dantin – Président du comité de bassin Rhône-Méditerranée (*)

Pause déjeuner 13:10 – 14:25

Diffusion du film « Eau et changement climatique : adaptons-nous »

4^e session : 3 ateliers parallèles 14:30 – 16:00

COMMENT SE PARLENT SCIENTIFIQUES ET POLITIQUES

Atelier « bassin »

Animateur: Stéphanie Thiébault - Directrice Institut Ecologie et Environnement CNRS (*)

Rapporteur : Luc Abbadie – Président du conseil scientifique de l'Onema

PROJET

Projet de programme du 18 novembre

Les pratiques d'interface science-politique dans le bassin Loire-Bretagne

Bernard Rousseau –
Responsable des politiques de
l'eau à France nature
environnement

L'expérience du conseil scientifique du comité de bassin Seine-Normandie

Corinne Larrue – Présidente du
conseil scientifique du comité de
bassin Seine-Normandie

Atelier « bassin transfrontalier »

Animateur : Jean-François Donzier – Directeur général de l'Oieau

Rapporteur : Arnould Lefébure – Secrétaire général de la CIE

Le dialogue scientifique dans la commission internationale pour la protection
du Rhin

Paul Michelet – Directeur
général Agence de l'eau Rhin-
Meuse

Le dialogue scientifique dans le projet européen AMICE sur la Meuse

Jean Paul Bachy – Président de
l'EPAMA (*)

Atelier « territoire »

Animateur : André Flajolet – Président du comité de bassin Artois-Picardie (*)

Rapporteur : Jean-Daniel Rinaudo – chercheur en économie BRGM

La mobilisation de la communauté scientifique: la plate-forme de recherche
de l'EP Loire

Jean-Pierre Le Scornet –
Président de l'EP Loire (*)

Le dialogue scientifique lié au changement climatique au niveau d'un SAGE

Fabienne d'Illiers – Présidente
de la CLE Sage Loiret, adjointe au
Maire d'Olivet (*)

5^e session plénière 16:00 – 16:20

Retour des 3 ateliers et discussion

Conclusions 16:20 - 17:00

Synthèse des travaux de la journée

Denis Salles - Directeur de recherche en sociologie IRSTEA

Clôture de la journée

**Ségolène Royal - Ministre de l'écologie du développement durable et de
l'énergie (*)**

(*) à confirmer

PROJET

Séminaire eau et climat : Comment se parlent scientifiques et politiques pour agir ?

3 février 2015, Paris

Projet du 10 octobre 2014

Objectifs du séminaire

A l'occasion de la 21^e conférence des parties (COP) de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (UNCCC), appelée COP21, qui se tiendra en France à l'automne 2015, le sujet de la gestion des informations scientifiques et des incertitudes associées dans la planification de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques pourrait être abordé lors d'un événement à organiser pendant la COP.

Dans cette perspective l'Onema organise un séminaire français de dialogue entre scientifiques de l'eau et du climat et élus responsables de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques (présidents de comités de bassins, EPTB en particulier) visant à améliorer le partage de connaissances et la capacité d'utilisation de celle-ci, et la communication entre les communautés.

Ce séminaire sera une occasion donnée aux gestionnaires d'exprimer leurs besoins et attentes en matière de connaissance sur l'impact du changement climatique sur l'eau et les milieux aquatiques, et la manière de gérer les incertitudes. Il constitue un exercice d'interface et de dialogue entre sciences de l'eau et du climat et gestion de l'eau et des milieux aquatiques.

Par ce séminaire le but est d'instaurer et d'améliorer un dialogue renforcé entre scientifiques du climat et élus responsables des choix stratégiques en matière de gestion de l'eau et des milieux aquatiques (présidents de comités de bassins, EPTB, responsables d'intercommunalités aux compétences eau et milieux aquatiques) et plus généralement des responsables en charge du processus de décision dans les questions d'environnement, d'aménagement du territoire, etc. pour contribuer à développer des politiques basées sur les acquis scientifiques.

Les résultats de ce séminaire seront valorisés à l'occasion des manifestations internationales de 2015 jusqu'à la COP21.

Les questions clés à aborder lors du séminaire

Q1 – INFORMER SUR LES CONSEQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE - Etat des connaissances et incertitudes associées en matière d'impact du changement climatique sur l'eau et les milieux aquatiques

Le 5^e rapport du GIEC sur l'évolution du changement climatique met à disposition des connaissances destinées à permettre aux décideurs de développer des politiques sectorielles résilientes et adaptées au changement climatique.

En France, on estime que le réchauffement climatique provoquera une baisse de 10 à 30% des débits annuels d'eau présente sur les continents dès 2050. Cette diminution devrait s'accompagner de sécheresses à la fois plus fréquentes et plus longues, sans pour autant diminuer le risque de crues. Au contraire, ce risque pourrait augmenter dans certaines régions, tel le Sud-Est de la France. Les milieux aquatiques et notamment les poissons devraient être particulièrement touchés.

Questions : quel est l'état de la connaissance scientifique actuelle sur le changement climatique, son impact sur l'eau et les milieux aquatiques, en France, au niveau des grands bassins français ? Quelles sont les incertitudes associées aux connaissances mises à disposition des décideurs et d'où proviennent-elles ? Les projections climatiques fournies ne sont pas des prévisions : quelle est la marge d'amélioration des connaissances scientifiques mises à disposition des décideurs ?

Résultats attendus : Cette session permettra d'apporter aux participants un panorama de la connaissance sur l'impact du changement climatique sur l'eau et les milieux aquatiques en France à travers la présentation des résultats scientifiques essentiels actuels (vulgarisés autant que possible) illustrant les effets attendus du changement climatique sur la ressource en eau et les milieux aquatiques, à l'échelle macro de la France ou d'un bassin à titre d'illustration.

Elle permettra aux scientifiques d'exposer l'état de la science en la matière et ses limites.

Q2 - PLANIFIER EN CONTEXTE INCERTAIN - La prise de décision dans le contexte incertain du changement climatique : Comment les décideurs du domaine de l'eau et des milieux aquatiques appréhendent-ils les incertitudes liées au changement climatique dans le processus de prise de décision?

Socolow 2011 : « la prise de décision publique en situation d'incertitude a besoin d'éléments de positionnement clairs sur ce que la communauté scientifique peut dire et ne pas dire, à un moment donné, sur les conséquences possibles du changement climatique ».

Or les projections climatiques fournies ne sont pas des prévisions. Alors comment décider sur cette base en contexte incertain pour développer des politiques publiques de gestion des ressources en eau et des milieux aquatiques. Comment concilier les échelles de temps différentes entre les décisions politiques et les résultats scientifiques ? Comment comprendre et gérer les incertitudes associées aux projections climatiques et leurs impacts sur la ressource en eau ?

Questions : Comment les décideurs utilisent-ils les connaissances scientifiques et appréhendent-ils les incertitudes dans l'établissement des politiques de l'eau et leurs mises en œuvre aux niveaux national, de bassin : témoignages sur la prise de décision en contexte incertain et les difficultés associées.

Quel est le besoin de développement de connaissance dans ce domaine, de sa mise en forme ? Quel accompagnement pour le transfert de connaissance et les incertitudes ?

Comment la société appréhende-t-elle l'incertitude liée au changement climatique et comment les élus prennent-ils en compte cela?

Résultats attendus : identifier les difficultés de lecture, de prise en compte des incertitudes et de prise de décision en contexte incertain par les décideurs (sur les politiques environnementales en général de la gestion de l'eau en particulier ?). Solliciter l'expression par les participants des

principaux enjeux et principaux questionnements liés aux impacts du changement climatique (notamment sur la prise en compte de la territorialité) qui nécessitent une connaissance scientifique adaptée.

Q3 – LES OUTILS POUR L’ACTION - Outils pour accompagner la prise de décisions en matière de gestion des ressources en eau : information scientifique et plans d’adaptation

Des outils de mise à disposition de l’information sur le changement climatique pour les décideurs existent et sont disponibles pour l’accompagnement de la prise de décision. Des plans d’adaptation ont été élaborés sur base de connaissance scientifique pour accompagner les décisions. L’objet de la session est de présenter, faire connaître et valoriser les outils et moyens de diffusion de la connaissance scientifique à la disposition des décideurs pour leur prise de décision et en débattre.

Questions : Quels sont les outils actuellement disponibles pour l’accès à l’information scientifique et que permettent-ils ? Sont-ils connus ? Sont-ils adaptés aux besoins des décideurs pour l’action ? Sont-ils utilisables ? Sont-ils suffisants ? Faut-il, et si oui comment, faire évoluer les outils et méthodes pour l’information des décideurs pour qu’ils soient plus adaptés au besoin ?

Quelques exemples de plans d’adaptation : modes de réalisation et intégration de l’information scientifique

Résultats attendus : présentation d’outils existants à disposition des décideurs, et expression/appréciation des utilisateurs cibles (les décideurs) sur ces outils ; pistes d’évolution de ces outils ou des méthodes d’information des décideurs. Présentation de plans d’adaptation et intégration de l’information scientifique

Q4 – COMMENT SE PARLENT SCIENTIFIQUES ET POLITIQUES - Comment favoriser les échanges et la compréhension mutuelle entre science et politique? Quelles recommandations pour instaurer une interface science-politique dans le domaine eau et changement climatique ?

Favoriser le lien entre science et politique : une interface science politique efficace et pérenne fonctionnant sur le principe de dialogue entre scientifiques et élus est un outil innovant susceptible d’accompagner les décideurs du domaine eau et milieux aquatiques dans leurs prises de décision.

Aider à la communication : les sciences sociales peuvent aider à communiquer les résultats et les incertitudes, et au lien entre science et politique.

Questions : Quelles recommandations pour faire évoluer les pratiques d’interface pour accompagner les décideurs dans leurs prises de décision ? Quelles recommandations sur l’opportunité et les moyens de mettre en place pour instaurer, améliorer et pérenniser de telles interfaces en France à différentes échelles ?

Résultats attendus : Propositions et recommandations pour instaurer ou améliorer l’interface entre scientifiques et élus et sa méthodologie pour assurer et pérenniser la fourniture de sciences (relative à eau et climat) et l’expression des besoins des politiques en matière de science pour éclairer leurs décisions dans la gestion des ressources en eau et des milieux aquatiques, à trois niveaux de décision.

3 dimensions : le bassin, le bassin transfrontalier, le niveau territorial.

Recommandations à examiner dans chaque atelier – version provisoire

- Créer et maintenir une communauté de pratique¹ (CdP) autour de la gestion des ressources en eau dans le contexte du changement climatique. Cette CdP serait constituée de :
 - o gestionnaire de l'eau et praticiens, au niveau bassin versant,
 - o décideurs aux niveaux local et régional,
 - o politiciens du niveau national et/ou du niveau européen,
 - o Courtiers en connaissances (KB)²,
 - o Scientifiques,
 - o Experts thématiques, sélectionnés pour leur excellence (et aussi garant de la transparence du processus d'évaluation des besoins et de la connaissance,
 - o Journalistes, écrivains (qui peuvent produire des rapports lisible et facilement accessible aux usagers finaux cibles),

- identifier et mobiliser des courtiers en connaissance pour animer cette interface dans la continuité, assister les décideurs dans l'expression de leurs besoins scientifiques, faciliter la diffusion (et l'établissement) de la connaissance répondant à ces besoins
- Créer et maintenir une d'interface visant à faire circuler la connaissance dans un processus continu, à améliorer la communication entre les acteurs et augmenter leur implication.
- Mobiliser les citoyens et motiver leur engagement dans les processus d'interface
- Développer et mettre en œuvre des outils ou mécanismes associés à l'interface des types suivants :
 - o Développer une communication amicale et encourager les contacts personnels afin de rendre explicites les idées et les besoins de chaque acteur, et d'impliquer les décideurs dès le début des projets, afin d'assurer que les résultats escomptés répondent aux manques de connaissance préalablement identifiés.
 - o Organiser des réunions régulières, ateliers, séminaires, web-conferences, webinars de dialogue science/politique afin de motiver et faire en sorte que les personnes s'engagent, et assurer que toutes les parties prenantes interagissent (2 à 4 fois par an pour les réunions réelles).
 - o assurer une communication optimisée des résultats des travaux de recherche (en particulier, planifier à l'avance les cibles, les moyens et échéances pour la communication dès le début des projets), en s'assurant que les acteurs se comprennent (rôle particulier du KB)

¹ On appelle « communauté de pratique » (CdP) un regroupement de professionnels qui partagent leurs connaissances, leurs savoir-faire et leurs besoins professionnels sur un sujet ou une pratique déterminés. Des CdP émergent dans toutes les situations de la vie lorsque les gens ont besoin de discuter leurs manières de considérer un sujet de préoccupation. Les CdP utilisent en général des outils de communication pour organiser leurs échanges

² On appelle « courtier en connaissance », traduit de l'anglais « knowledge brokers » (KB), des professionnels dont les principales fonctions sont de : 1) communiquer dans un langage approprié avec les 3 principales communautés impliquées dans la démarche d'interface science/politique (chercheurs/scientifiques, politiques/décideurs, opérationnels/gestionnaires), 2) recueillir les besoins de connaissance, les questions d'une part, et les résultats disponibles d'autre part, des différentes parties-prenantes et 3) mettre en relation les différentes communautés afin de favoriser les échanges de connaissances et leur adéquation à la demande. Ces personnes sont formées à cette tâche et disponibles pour la conduire.